



« Et tuez-les
partout où vous
les trouverez »

**Le jihadisme par ceux
qui le combattent**

ABOU DJAFFAR

la manufacture de livres

Et tuez-les partout
où vous les trouverez

Le jihadisme vu par ceux qui le combattent

ABOU DJAFFAR

Et tuez-les partout où vous les trouverez

Le jihadisme vu par ceux qui le combattent

LA MANUFACTURE DE LIVRES

Le titre de cet ouvrage
Et tuez-les partout où vous les trouverez
est tiré du Coran, sourate al-Baqarah, verset 191.

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu informé de nos publications,
envoyez vos nom et adresse
en citant ce livre à l'adresse suivante :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris
ou

contact@lamanufacturedelivres.com

www.lamanufacturedelivres.com

ISBN 978-2-38553-150-8

Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelques procédés que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

SOMMAIRE

Introduction	13
I. Mourir pour Kaboul	21
II. Un jihad pour les unir tous	35
III. Les mythes alimentaires du jihad afghan	49
IV. Guerre sainte et sainte terreur	77
V. Des réseaux sans fin	125
VI. Leur mère la guerre	163
VII. Cris et tâtonnements	183
Conclusion (forcément provisoire)	213
Notes	227

Mais une sombre terreur demeure dans les cols qui dominant Minas Morgul. À la mention de Cirith Ungol, les vieillards et les maîtres du savoir blêmissent et observent le silence.

J.R.R. TOLKIEN, *Les Deux Tours*

Qu'étions-nous, qui nous étions fourvoyés en ces lieux ? Pouvions-nous prendre en main cette chose muette, ou nous empoisonnerait-elle ? Je sentais la grandeur, la démoniaque grandeur de cette chose qui ne parlait pas, qui était sourde aussi, sans doute.

JOSEPH CONRAD, *Au cœur des Ténèbres*

À mon tour donc, mon cher Philon, je ne veux pas demeurer sans voix dans une époque où l'on parle tant, je ne veux pas être sur scène comme un lancier de comédie, bouche bée et sans souffler mot [...] Ne crains rien : je ne vais pas me mettre à écrire l'histoire et à détailler de hauts faits, je n'ai pas cette témérité.

LUCIEN DE SAMOSATE, *Comment écrire l'histoire*

Pour Isabelle. Elle était là, elle a tout vu, ou presque.
Pour Élise et Clémence, merveilles des merveilles

INTRODUCTION

“We have no idea what we are up against¹.”

Ça devait être le 16 décembre 1999. Nous étions dans la file de la cantine du Service, beigeasse, terne, triste, sans doute à échanger des propos sans intérêt au sujet des décisions de tel ou tel responsable ou de telle bourde commise sur le terrain par un chef de poste. Cancaner, critiquer, râler et commenter sans toujours savoir était l'activité principale de nos déjeuners. Comme l'avait un jour glissé un directeur général à la fin d'une réunion plus accablante encore que les autres, « si vous faisiez autant de renseignement sur le terrain qu'au mess, nous serions les meilleurs du monde² ». À l'époque, le mess avait encore notre préférence.

Les jours précédents, nous avions fait un saut à Stockholm afin de parler à nos amis de la SÄPO, les services de sécurité intérieurs suédois³. Alors que les rares chercheurs qui travaillaient à l'époque sur l'islamisme radical sunnite se focalisaient sur le Royaume-Uni et l'inquiétante concentration d'idéologues observée à Londres⁴, nous étions quelques-uns à voir dans la Suède, si ce n'est dans toute la Scandinavie,

un autre foyer d'activistes directement connectés à l'Afghanistan des Taliban.

En Norvège, les islamistes radicaux n'étaient qu'une poignée, mais parmi eux se trouvait Najmuddin Faraj Ahmad, plus connu de ses disciples et des policiers sous le nom de mollah Krekar. Originaire du Kurdistan irakien, il prétendait avoir rencontré Oussama Ben Laden au début des années 1990 et était en relation avec tout ce que l'Europe comptait d'imams radicaux⁵.

Au Danemark s'agitait également depuis plusieurs années une petite scène islamiste, notamment sous l'influence d'un idéologue danois d'origine marocaine, Saïd Mansour⁶. Libraire, soutien assumé de l'islam radical le plus violent, cet idéologue était lui aussi connecté à l'ensemble de la mouvance islamiste d'Europe occidentale. Entouré de jeunes partisans, il était adepte, nous avait glissé une source, de la projection de vidéos d'exactions commises en Bosnie pendant la guerre civile ayant suivi l'éclatement de la Yougoslavie. Un garçon attachant, donc, que les services locaux surveillaient comme le lait sur le feu en attendant son premier faux pas.

Mansour était évidemment lié aux imams londoniens, dont l'apparente liberté de parole faisait enrager nos collègues des services arabes⁷, et agaçait aussi par chez nous. Il était surtout en relation avec les cellules suédoises. À Stockholm mais aussi à Lund ou Malmö se trouvaient en effet de petits groupes de sympathisants issus de communautés originaires d'Afrique du Nord, du Liban ou du Kurdistan irakien. Réfugiés, parfois naturalisés suédois, ces individus, loin des projecteurs braqués sur le Royaume-Uni ou la Belgique, s'agitaient et bénéficiaient au sein de la mouvance islamiste

radicale internationale d'un poids réel. D'ailleurs, la revue du Groupe islamique armé (GIA), auteur de la campagne d'attentats en France en 1995, avait un temps été éditée à Stockholm⁸, une ville à la pointe de la mode bien avant la construction du musée Abba.

L'émir des volontaires maghrébins dans les camps afghans était un membre des cellules suédoises⁹, et les services intérieurs prenaient progressivement conscience de ces connexions avec inquiétude. Le premier de ces émirs avait été Redouane Laadjal, *alias* Abou Bilal, un citoyen algérien mort en Afghanistan en 1999 lors de combats contre l'Alliance du Nord¹⁰. Le second d'entre eux, Omar Chabani, *alias* Abou Djaffar¹¹, fut quant à lui brutalement rappelé à Dieu au mois de décembre 2001 lors d'un affrontement avec des soldats américains. Sa fin ne manquait pas de panache, mais elle nous privait d'interrogatoires passionnants. Une autre légende du jihad scandinave fut le jihadiste suédo-marocain Mohamed Moummou, étroitement lié au Londonistan, le surnom de la scène islamiste abritée par la capitale britannique, et finalement tué par les troupes américaines près de Mossoul en 2008 alors qu'il était le numéro 2 d'Al-Qaïda en Irak et l'adjoint d'Abou Moussab al-Zarkawi¹². Que du beau monde, on vous dit, mais aux destins irrémédiablement tragiques.

Nos relations avec les services intérieurs suédois étaient excellentes, notamment parce que nous étions sans doute les seuls en Europe avec nos homologues britanniques capables d'identifier les correspondants afghans ou pakistanais de leurs cibles locales. Cette relation, aussi harmonieuse que peut l'être une coopération entre espions, était

mutuellement bénéfique. C'est donc enchantés de notre court séjour à Stockholm que nous attendions notre tour à la cantine, oubliant le jihad suédois pour nous concentrer sur le croque-monsieur ou les spaghettis à la bolognaise qui n'attendaient que nous, peut-être depuis la veille.

Un de nos camarades nous rejoignit alors pour nous annoncer que le matin même s'était tenue une réunion place Beauvau, au cours de laquelle le ministre de l'Intérieur lui-même avait décidé de confier au Service la gestion d'une menace pesant sur l'édition du rallye Paris-Dakar-Le Caire, qui devait débiter dans quelques semaines. L'affaire avait été arrachée à nos cousins de la direction de la Surveillance du territoire (DST), qui nous en tinrent rigueur quelques mois, et les arguments selon lesquels ils entretenaient avec les services algériens de très étroites relations n'eurent guère de poids. « Dans les situations critiques, quand on parle avec un calibre bien en pogne, personne ne conteste plus. Y'a des statistiques là-dessus¹³. » Et c'est exactement ce que la république attendait du Service.

À en juger par les derniers éléments recueillis, cette menace n'allait pas se gérer avec des commissions rogatoires internationales ou des incantations diplomatiques et relevait d'un service capable de dialoguer avec les forces armées comme de déployer des moyens spéciaux au Sahel ou d'alimenter les autorités en points de situation très opérationnels¹⁴. Autant dire que ça tombait dans notre escarcelle, près de six mois après avoir péniblement convaincu la hiérarchie du service de contre-espionnage de la Boîte que Mokhtar Belmokhtar et ses compagnons n'étaient pas un cirque itinérant. La décision de continuer à travailler sur son groupe avait été arrachée

de haute lutte, « pour le moral de la section » avait glissé le colonel, de guerre lasse, à notre chef avec son charmant accent corse et l'air de s'en moquer royalement, ce qui avait fini de nous convaincre que nous vivions dans un chapitre de Marc Bloch. Ça tenait quand même plus de « Papy fait du contre-terrorisme » que du « maître du Haut Château »¹⁵.

À peine étions-nous remontés dans nos bureaux que nous reçûmes les premières bribes d'informations au sujet du ressortissant algérien intercepté à la frontière canadienne le 14 décembre 1999, près de Seattle, en possession d'explosifs. Les services américains affirmaient que le suspect, Ahmed Ressam, se préparait à commettre un attentat contre l'aéroport de Los Angeles¹⁶ à l'occasion du passage à l'an 2000, dans ce qui fut ensuite nommé le *Millenium Plot*. Ils établissaient aussi un lien avec une série d'arrestations réalisées en Jordanie le 10 décembre, au cours desquelles les services locaux avaient intercepté pas moins de 13 types en provenance d'Afghanistan¹⁷ venus réaliser des attentats dans le royaume, notamment contre des sites bibliques et des hôtels occidentaux¹⁸.

Aux côtés des 11 Jordaniens arrêtés figuraient un Irakien et un Algérien. Nos amis d'Amman, sachant notre vif intérêt pour les réseaux internationaux issus de la scène jihadiste algérienne, nous transmirent au début de l'année 2000 des éléments de l'interrogatoire de ce dernier, et nous ne fûmes pas déçus. Hocine Toury, également connu sous la *kunya*¹⁹ d'Abou Walid de Mascara, présentait un parcours remarquable, qui faisait de lui l'incarnation parfaite de la première génération de militants de la mouvance jihadiste internationale née au début des années 1990.

Militant du Front islamique du salut (FIS), il avait fui l'Algérie après l'interruption du processus électoral par l'armée au mois de janvier 1992 – des esprits tatillons parlent même de coup d'État – et avait gagné la Libye puis le Soudan, avant de se procurer un faux passeport au Yémen, de passer en Syrie et de finalement se réfugier dans un camp palestinien au Liban. Devenu un partisan de l'action armée, il avait été repéré par le vaste réseau informel qui, de Londres à Peshawar, recrutait au profit de la cause, et avait finalement rejoint un des projets terroristes qui trouvaient leur source dans l'Afghanistan talèb, avec l'aimable soutien d'Oussama Ben Laden, le grand bienfaiteur de tout ce petit monde.

Des profils comparables à celui de Toury étaient alors le cœur du jihad. On les trouvait dans toute l'Europe occidentale, mais aussi en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, au Canada ou en Syrie. Caractéristique constitutive du phénomène, s'ils ne se connaissaient pas tous personnellement, ils possédaient de nombreux contacts communs, tissés dans les prisons d'Afrique du Nord, dans les maquis algériens, en Bosnie²⁰, au Yémen, et évidemment au Pakistan et en Afghanistan, pendant la guerre contre les Soviétiques, ou après, dans les camps des groupes islamistes qui s'y installèrent. Le jihad, en effet, est d'abord une affaire de réseaux, une multitude de connexions dont la réalité échappe le plus souvent aux observateurs.

Analystes, enquêteurs, nous étions aux premières loges pour essayer de comprendre, avec les éléments disparates dont nous disposions, le phénomène qui se déployait. Il fallait le comprendre pour pouvoir le présenter clairement à ceux qui nous commandaient et guider les décisions qu'il

leur faudrait prendre. Il fallait le comprendre pour anticiper les actions des groupes et cellules que nous ne cessions de détecter à travers une bonne partie du monde. Et il fallait le comprendre pour le combattre tout en ayant le sentiment que la mission était impossible.

Cette matinée de décembre 1999 fut l'illustration vertigineuse de ce que nous affrontions dans l'indifférence à peu près générale. Nous étions boulevard Mortier une grosse vingtaine, femmes et hommes, civils et militaires, jeunes recrues et cadres plus expérimentés, à chercher sans relâche et à écrire chaque jour des notes qui n'étaient lues que ponctuellement²¹, et nous étions certainement les seuls dans tout le pays à essayer de comprendre ce qui se profilait.

CHAPITRE I

Mourir pour Kaboul

« C'est à l'heure du commencement qu'il faut tout particulièrement veiller à ce que les équilibres soient précis. »

Princesse Irulan²²

Dans *Les Géorgiques*, Virgile décrit de quelle façon faire apparaître des abeilles à partir du « sang corrompu de jeunes taureaux immolés²³ ». *L'essaim*, selon le poète, émerge en quelques jours de la carcasse de l'animal, et ce prodige, naturellement, ne saurait être expliqué ou décortiqué et encore moins remis en question. Il en est de même pour le terrorisme islamiste, qui serait né d'un coup d'un seul, à en croire quelques voix toujours étrangement influentes²⁴, en Afghanistan, au sein de la résistance à l'invasion soviétique de décembre 1979. Mais une erreur, même répétée à l'envi, ne devient pas une vérité ayant force de révélation, sauf sur quelques plateaux télévisés trop fréquentés pour être honnêtes ou dans les colonnes de journaux aux exigences éditoriales par trop modestes.

Il serait évidemment absurde de nier la place essentielle

qu'occupe ce pays depuis plus de quarante ans dans l'émergence du jihad, de l'arrivée des premiers volontaires arabes à la seconde prise de Kaboul par les Taliban au mois d'août 2021, en passant par la défaite soviétique, la guerre civile, la création de l'Émirat islamique d'Afghanistan, la destruction des bouddhas de Bamiyan, l'assassinat du commandant Massoud, les attentats du 11-Septembre, l'intervention américaine puis occidentale, et notre défaite finale. Il serait tout aussi absurde de croire que tout aurait commencé à Kaboul au moment où les paras soviétiques prenaient le contrôle de l'aéroport, et que rien ne couvait, voire bouillait avant, dans le pays comme dans une région souvent qualifiée, de façon sans doute un peu brutale²⁵, d'arc de crise.

« Tout était en l'air au château de Fleurville²⁶ »

L'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, le 27 décembre 1979, énième manifestation d'une ancienne tradition russe d'occupation et de ravage des voisins, ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Le pays, en effet, ne cessait depuis le début des années 1970 de s'enfoncer dans une crise politique de plus en plus violente. En 1973, la monarchie, qu'il serait sans doute abusif de qualifier de libérale mais qui s'était lancée dans une démarche d'ouverture, avait été abattue à l'occasion d'une révolution de palais menée par le prince Mohammed Daoud Khan²⁷, Premier ministre, général et ardent nationaliste pachtoun, avec le soutien, voire les encouragements²⁸, du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) d'obédience marxiste.

Devenu président de la nouvelle république, il parvint en un rien de temps à déplaire aux communistes, qui pourtant l'avaient soutenu, aux libéraux, mais surtout aux islamistes dont le poids ne cessait de croître depuis des années, en particulier au sein de l'administration et de l'université. Ces islamistes étaient, comme le relève Olivier Roy, bien plus influencés par les Frères musulmans égyptiens que par les penseurs radicaux indiens²⁹. Ils étaient porteurs de projets économiques et sociaux qui, mis en œuvre avec un relatif pragmatisme, heurtaient les objectifs et les méthodes des communistes, de fait peu connus pour leur souplesse ou leur goût pour la pensée alternative.

Les tensions ne firent que s'intensifier et culminèrent une première fois dans le déclenchement d'une insurrection dans la vallée du Panchir, au mois de juillet 1975, sous l'impulsion d'un certain Ahmed Chah Massoud, à l'époque membre de la branche étudiante du Jamiyat-e-Islami de Burhanuddin Rabbani³⁰. Ce mouvement, plus tard en pointe dans la lutte contre les Soviétiques, s'illustra cruellement dans les années 1990³¹.

Dès 1974, Massoud avait en effet gagné le Pakistan, où il avait rejoint Gulbuddin Hekmatyar, futur fondateur du mouvement radical portant son nom, le Hezb-e-Islami Gulbuddin, et à l'époque – déjà – dans les mains de l'ISI³², le tout-puissant service de renseignement pakistanais. Celui-ci se méfiait de Daoud Khan et poussa à la révolte. Échec militaire malgré l'implication de l'ISI dans l'entraînement dispensé aux guérilleros, l'insurrection du Panchir apparut comme un succès politique aux yeux des responsables pakistanais, désireux d'envoyer un message au régime

afghan. Elle fut aussi la première ingérence massive des services pakistanais dans la vie politique afghane, et elle conduisit, concomitamment, à une violente rupture entre Massoud et Hekmatyar³³ en raison de profondes divergences idéologiques³⁴.

La situation intérieure afghane ne cessa de se détériorer. Les Soviétiques, encombrants voisins du Nord, étaient préoccupés par la direction prise par Daoud Khan, dont le régime était de plus en plus hostile aux positions des composantes du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), en particulier après l'instauration d'une nouvelle constitution en 1977. Une rencontre entre le président afghan et Leonid Brejnev, au mois d'avril de cette année, confirma les divergences stratégiques entre les deux pays, le Soviétique reprochant à l'Afghan sa trop grande ouverture vers les pays occidentaux.

L'assassinat d'un leader du PDPA au début de l'année 1978 convainquit les dirigeants du parti qu'une offensive du pouvoir contre eux se préparait et les décida à passer à l'action. Le 27 avril 1978 eut donc lieu une nouvelle révolution³⁵, cette fois menée par le Khalq, la frange la plus à gauche du PPDA, instaurant une république populaire dans le pays, ce qui n'est jamais bon signe, et créant aux côtés du Conseil des ministres et des instances du parti un Conseil révolutionnaire.

La situation devint alors hautement inflammable. Les réformes du Khalq, appliquées de façon agressive et accompagnées des purges sanglantes observées habituellement en pareilles circonstances, exaspérèrent les milieux religieux et les couches conservatrices de la société. Le bilan de

cette répression pourrait avoir atteint plusieurs dizaines de milliers de victimes³⁶, et la violence du régime contribua naturellement à alimenter la rébellion. Ses deux principales factions, le Hezb-e-Islami et le Jamiyat-e-Islami, annoncèrent depuis le Pakistan, le 11 mars 1979, presque un an après la révolution, qu'elles unissaient leurs forces pour renverser le régime³⁷. Le lendemain, les mêmes précisèrent que des combats se déroulaient dans plusieurs régions du pays³⁸. L'insurrection, nettement religieuse et par ailleurs très mal équipée³⁹, était cette fois lancée.

Le rapprochement de l'Afghanistan démocratique et populaire avec le très pressant grand frère soviétique s'était notamment concrétisé par l'envoi dans le pays, aux côtés de l'armée et des services de sécurité, de conseillers militaires russes, de plus en plus impliqués dans les opérations répressives⁴⁰. Ils furent pris pour cible à Herat le 15 mars 1979 lorsque éclata un soulèvement qui visa aussi bien le régime que ses alliés⁴¹. Des dizaines de conseillers russes furent tués, et la reprise de la ville par les troupes gouvernementales fut, sans surprise, d'une extrême violence, avant le déferlement sur le pays d'une répression sauvage⁴².

Moscou observait la situation intérieure afghane comme le lait sur le feu. Le spectre d'une contamination islamiste en Asie centrale provoquée par l'insurrection était dans tous les esprits et s'ajoutait au refus par les dirigeants soviétiques de voir dégénérer une situation sur le flanc sud de l'empire. Durant toute l'année 1979 se posa donc la question d'une intervention directe dans la crise qui déchirait l'Afghanistan⁴³, « pays frère » où l'influence soviétique avait supplanté celle des pays occidentaux et inquiétait le Pakistan.

Kaboul avait à plusieurs reprises demandé que Moscou s'implique plus encore, mais les réticences russes étaient fortes. Elles commencèrent à faiblir après l'affaire d'Herat, et plus encore après la mutinerie de la garnison de Bala Hissar, une forteresse antique située dans la partie sud du centre historique de Kaboul, le 5 août. Le coup de force, mené par des militaires et une improbable coalition de rebelles maoïstes et islamistes, fut écrasé dans la journée par les troupes restées fidèles au régime, avec l'appui de conseillers soviétiques – notamment aux commandes des hélicoptères Mil Mi-24 Hind tout juste livrés et que les Afghans ne savaient pas encore piloter.

Dès l'été 1979, l'Armée rouge était en réalité très présente en Afghanistan, et elle ne faisait pas qu'observer. Un bataillon parachutiste fut déployé à Bagram, la grande base aérienne près de Kaboul, au mois de juillet⁴⁴, rejoint en août par un détachement des « poètes » du GRU, le service de renseignement militaire russe⁴⁵ connu pour sa brutalité. Dans sa série d'articles consacrés à l'Afghanistan, le journaliste du *Monde* Jean de La Guérivière rapporta la mort au combat de soldats soviétiques, dont les corps étaient parfois retrouvés mutilés⁴⁶.

La CIA, dans un document daté du 28 septembre 1979, évoqua pour sa part la présence en Afghanistan d'au moins 2 500 militaires russes, de plus en plus « impliqués dans les opérations de contre-insurrection⁴⁷ », tandis que les unités aéroportées du District militaire du Turkestan adoptaient une posture opérationnelle plus soutenue⁴⁸, très certainement en vue d'une intervention dans le pays. Enfin, une « source habituellement fiable » à Kaboul, selon la formule en usage dans les services de renseignement et la presse, indiqua que

des chasseurs et des hélicoptères venus de bases situées en URSS avaient frappé des villages rebelles dans le nord-est de l'Afghanistan au mois de novembre⁴⁹. Les conseillers soviétiques étaient décidément très prévenants.

« Débrouille-toi pour que ces pierres n'arrivent jamais au chantier. Pas de pierre, pas de construction. Pas de construction, pas de palais. Pas de palais... pas de palais⁵⁰. »

Cette constante dégradation de la situation n'échappait évidemment pas à la presse occidentale, attentive aux évolutions de ce nouveau foyer de tensions de plus en plus préoccupant. *Le Monde*, le 7 août 1979, souligna par exemple les difficultés du régime du président Taraki face à une rébellion aux forces croissantes alors que sa propre armée était profondément divisée⁵¹. Au mois d'avril précédent, plusieurs unités militaires avaient d'ailleurs refusé de s'opposer à une attaque des insurgés contre Djalalabad et s'étaient révoltées⁵².

Toujours bien renseigné, le *Washington Post* se fit le relais, dès le 6 août, de réflexions au sujet du dilemme⁵³ que devait affronter Moscou : abandonner un allié sur son flanc sud, ce qui ne fait jamais bon effet, et donner ainsi corps à ses cauchemars de subversion islamiste en laissant la rébellion balayer le régime, ou intervenir plus directement encore dans le pays, au risque de provoquer de vives réactions dans les pays musulmans, y compris ses alliés.

Cette dernière hypothèse n'avait rien d'une remarque en l'air puisqu'elle occupait les esprits des responsables américains depuis le début de l'année. L'enlèvement puis l'assassinat, dans des circonstances obscures, de l'ambassadeur des États-Unis à Kaboul, Adolph Dubs, le 14 février 1979⁵⁴, et

les succès répétés de l'insurrection avaient fait naître l'idée de soutenir les rebelles. La détente avait pris fin en 1975, à l'initiative de l'URSS, et l'affrontement entre Washington et Moscou, par acteurs locaux interposés, faisait rage, particulièrement en Amérique du Sud (Honduras, Nicaragua) et en Afrique (Angola, Mozambique)⁵⁵. La crise afghane offrait l'occasion aux Américains de s'en prendre à leur adversaire directement dans son arrière-cour, et il n'y avait aucune raison de se priver.

Ancien directeur de la CIA, ancien secrétaire à la Défense de George Bush Jr. puis de Barack Obama, Robert Gates rapporte dans son livre consacré à la guerre froide que l'Administration Carter commença à envisager des opérations de soutien aux insurgés afghans « début 1979⁵⁶ ». Le 5 mars 1979, la CIA adressa au Special Coordination Committee (SCC)⁵⁷ du Conseil de sécurité nationale (National Security Council – NSC)⁵⁸ une série de propositions visant à conduire en Afghanistan des opérations clandestines de soutien à la rébellion. Les débats durèrent plusieurs mois, l'objectif général de la stratégie étudiée par les responsables américains étant évidemment de nuire aux intérêts soviétiques et au régime afghan en soutenant à pas comptés les insurgés, de préférence par l'intermédiaire des Pakistanais. Le président Carter valida finalement le 3 juillet 1979 le principe de l'opération Cyclone, financée à hauteur d'environ 700 000 dollars et qui comprenait essentiellement un soutien à la propagande des insurgés mais aucune livraison d'armes⁵⁹.

Le 5 avril 1979, l'analyste référent chargé de l'URSS au NSC, Arnold Horelick, avait écrit à l'amiral Turner, le chef de la CIA, que si les Soviétiques étaient décidés à soutenir le

régime de Kaboul aucune opération clandestine ne pourrait les en dissuader. Un soutien apporté aux rebelles était donc susceptible d'entraîner une plus grande implication de Moscou aux côtés des forces afghanes, ce qui pourrait alors monter les opinions publiques musulmanes contre l'URSS. Horelick suggérerait également qu'une aide trop importante des États-Unis à l'insurrection pourrait finalement pousser les Soviétiques à intervenir militairement dans le pays⁶⁰, et ce n'était clairement pas l'ambition de Washington⁶¹. Lors d'une réunion du SCC, le 30 avril, David Aaron, adjoint du conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, posa d'ailleurs franchement la question : « Y a-t-il un intérêt à entretenir et à aider l'insurrection ou le risque de provoquer les Soviétiques est-il trop grand⁶² ? » Chacun faisait bien la différence entre l'entretien d'un foyer de tensions et le déclenchement d'une guerre aux conséquences diplomatiques puis stratégiques nécessairement incontrôlables.

« Je critique pas le côté farce, mais pour le fair-play y aurait quand même à dire⁶³. »

De fait, le soutien apporté initialement par les États-Unis aux rebelles afghans fut très modeste, et Gates précise même dans son livre que le budget alloué fut dépensé en quelques semaines, très certainement sans grand effet sur le terrain. Les rebelles, éparpillés entre de nombreux groupes et mouvements, étaient soutenus, qui par l'Iran, qui par le Pakistan, et la disparité de leurs moyens était patente. Plusieurs unités de l'armée afghane avaient fait défection avec armes et bagages, y compris des véhicules blindés et mêmes quelques SAM-7, mais l'ensemble restait pauvre tout en remportant de réels

succès contre les troupes gouvernementales, dépassées par l'ampleur et la profondeur de la révolte.

Acharné à défendre un de ses protégés, redoutant une contagion islamiste dans les républiques soviétiques d'Asie centrale, et refusant de toute façon d'être mise en échec par les rebelles et leurs soutiens iraniens et surtout pakistanais, l'URSS dériva lentement dans son soutien au régime afghan. De la livraison d'armes et de matériels, on passa à l'envoi de conseillers civils puis militaires, puis à leur implication de plus en plus directe dans les opérations de combat, jusqu'à se substituer, en cas de besoin, aux forces qu'ils étaient venus appuyer. Un tel enchaînement, mécanique, ne pouvait que rappeler de terribles souvenirs aux États-Unis, dont l'échec dans le Sud-Est asiatique s'était achevé, moins de cinq ans auparavant, par la chute du Cambodge puis du Vietnam à la suite d'un engrenage terriblement voisin⁶⁴.

Au mois de mai 1979, le journaliste Jonathan C. Randal, dans les colonnes du *Washington Post*, fut l'un des premiers, si ce n'est le premier, à évoquer la guerre du Vietnam en traitant de la crise afghane⁶⁵. Au mois d'août suivant, le reporter du *Monde*, Jean de La Guérivière, déjà cité, écrivit même : « On entend souvent dire que les Soviétiques se sont fourvoyés en Afghanistan comme les Américains le firent au Vietnam et qu'ils y rencontrent les mêmes difficultés. On assure aussi, dans les milieux diplomatiques de Kaboul, qu'ils cherchent une porte de sortie, conscients que leurs soldats engagés en Afghanistan ont un moral de plus en plus bas⁶⁶. »

Le rôle de plus en plus important joué par l'URSS aux côtés du régime contre l'insurrection ne pouvait pas ne pas

conduire l'état-major et la direction politique soviétiques à envisager une intervention massive et au grand jour. La fin de l'été et l'automne 1979 furent donc occupés à planifier cette intervention, au prix de nombreux débats, stratégiques et idéologiques⁶⁷.

Quelle justification fallait-il donner à cette opération ? Comment fallait-il présenter publiquement une intervention militaire qui ne manquerait pas d'inquiéter les pays frères et qui rappellerait, inévitablement, la dernière incursion de l'Armée rouge hors des frontières soviétiques, à Prague, en 1968 ? Comment, aussi, allaient réagir les Occidentaux, à commencer par les États-Unis, à cet ultime coup de canif dans la détente ? Et quelle serait la réaction des opinions publiques dans les pays musulmans ?

Les graves événements d'Herat, au mois de mars 1979, conduisirent les autorités soviétiques à regarder la situation afghane sous l'angle sécuritaire puis militaire. L'hypothèse d'une intervention directe fut posée à ce moment, les risques d'une telle option étant parfaitement identifiés par Moscou, et Philippe Sidos y voit le début du processus qui mena à l'intervention de décembre⁶⁸. Le 18 mars, il fut même décidé que le nombre de conseillers soviétiques allait passer de « 550 à 3 000⁶⁹ ».

Entraînés dans les combats par devoir envers leur allié, les Soviétiques furent aussi le jouet de la crise politique afghane mais surtout de leur évaluation des conséquences pour eux de l'effondrement du régime. À Kaboul régnait depuis la révolution de 1978 un improbable duo, composé de Nour Mohammed Taraki, président de la République démocratique d'Afghanistan et qui avait les faveurs de Moscou, et

de Hafizullah Amin, Premier ministre, jugé incontrôlable⁷⁰ et trop radical par les Soviétiques – ce qui en dit long sur lui. Comme de juste, les relations entre les deux hommes étaient fraîches, et le second fit assassiner le premier en septembre⁷¹. À Moscou, et malgré les fortes réticences des militaires, qui persistèrent jusqu'à l'invasion, la coupe était désormais pleine et la planification commença véritablement. Plusieurs unités militaires russes stationnées à proximité de la frontière afghane intensifièrent leur entraînement au mois d'octobre, avant de retrouver une posture normale, puis commencèrent à se mobiliser fin novembre⁷².

« Y'a des impulsifs qui téléphonent, y'en a d'autres qui se déplacent »⁷³.

La décision d'intervenir fut finalement prise le 12 décembre par le « cercle restreint du Politburo⁷⁴ » et les préparatifs de l'invasion commencèrent, notamment avec la création du Contingent limité de forces soviétiques en Afghanistan (CLFSA) basé dans le district militaire du Turkestan. La mobilisation croissante des forces russes à la frontière afghane n'échappa évidemment pas aux autorités américaines. Le 22 décembre, le Département d'État fit part de son inquiétude, ce qui, en langage diplomatique, constitue un avertissement net⁷⁵. Le communiqué américain montrait clairement que Washington n'ignorait rien du dispositif militaire soviétique, mais se gardait bien, toujours selon les usages diplomatiques, d'accuser Moscou de quoi que ce soit – tout cela nous rappelant confusément des événements très contemporains.

Les premières unités russes passèrent à l'action dans la nuit du 24 au 25 décembre et prirent le contrôle des pistes de

ET TUEZ-LES PARTOUT OÙ VOUS LES TROUVEREZ

Bagram – sans grande difficulté, évidemment – et de Kaboul avant que le reste du dispositif ne franchisse la frontière. Le 27, alors qu’une série de sites clés à Kaboul passaient sous le contrôle de l’Armée rouge, des éléments armés du KGB prirent d’assaut le palais présidentiel et éliminèrent Amin, ainsi récompensé pour l’ensemble de son œuvre. La guerre soviétique d’Afghanistan commençait vraiment.

Notes

Introduction

1. « Nous n'avons aucune idée de ce que nous affrontons. » (Traduction de l'auteur.) John O'Neill – *The Looming Tower* (épisode 5), de Dan Futterman, Alex Gibney et Lawrence Wright (2018), d'après le livre de Lawrence Wright, *The Looming Tower: Al-Qaeda and the Road to 9/11*, Knopf, New York, 2006.

2. En 2000, à l'occasion de la crise des otages de Jolo, un directeur du renseignement avait lancé à l'un de mes collègues que nous étions le « meilleur SR du 20^e arrondissement ».

3. Säkerhetspolisen : www.government.se/government-agencies/swedish-security-service/.

4. Dominique Thomas, *Le Londonistan – La voix du jihad*, Michalon, Paris, 2003.

5. Le cher homme, fondateur en 2001 d'un groupe armé en Irak, Ansar al-Islam, est actuellement détenu pour avoir dirigé un groupe de cyberjihadistes kurdes baptisé « Rawti Shax ». Preuve qu'il n'y a pas d'âge pour se mettre à l'informatique.

6. Déchu de sa nationalité danoise en 2016, Mansour a été expulsé vers le Maroc, où il a été condamné à mort. Cf. « Danemark : un Dano-Marocain déchu de sa nationalité », *TELQUEL*, 9 juin 2016 : https://telquel.ma/2016/06/09/danemark-dano-marocain-dechu-nationalite_1501087.

7. Il faut dire que les généraux marocains ou égyptiens, qui

pouvaient par ailleurs être des garçons très chaleureux, n'avaient pas la même lecture que les autorités britanniques du principe occidental décadent de liberté d'expression.

8. Patricia Tourancheau, « Attentats : un suspect arrêté en Suède. L'Algérien interpellé, chef présumé du GIA, aurait été reconnu sur photos. », *Libération*, 22 août 1995.

9. Au sujet du jihadisme suédois, voir le blog Gundmundson, dont cet article : <https://gundmundson.blogspot.com/2011/09/martyr-biografi-over-okand-svensk.html>.

10. La veuve de Laadjal, Oum Bilal, se fit d'ailleurs mondialement connaître quand elle accueillit aux Émirats arabes unis les veuves des assassins du Commandant Massoud, à la fin de l'année 2001.

11. Christophe Ayad, « J'ai demandé à un Algérien : "C'est qui ça, Al-Qaeda ?" », *Libération*, 6 juillet 2006.

12. « Iraq's Second-Ranked Terrorist Was A Swede », *CBS News*, 16 octobre 2008.

13. Monsieur Charles – *Mélodie en sous-sol*, de Henri Verneuil (1963).

14. Bénédicte Mathieu, « Une "menace terroriste" contraint le rallye Paris-Dakar-Le Caire à éviter le Niger », *Le Monde*, 13 janvier 2000.

15. Philip K. Dick, *Le Maître du Haut Château*, J'ai Lu, Paris, 1960.

16. Sur cette affaire, on peut utilement se référer au site du FBI, The Millennium Plot « Ahmed Ressam » : www.fbi.gov/history/famous-cases/millennium-plot-ahmed-ressam.

17. Lee Hockstader, « Jordanians Arrest 13 Suspected of Planning Attacks on Americans », *The Washington Post*, 16 décembre 1999.

18. Sur cette affaire, voir le classique de Joby Warrick, *Sous le drapeau noir. Enquête sur Daesh*, Le Cherche Midi, Paris, 2016, chap. 4. Al-Qaïda en Irak parvint finalement à attaquer trois grands hôtels d'Amman le 9 novembre 2005.

19. Surnom reprenant en théorie le prénom d'un de ses enfants : Abou pour les pères, Oum pour les mères. Son usage fut systématisé chez les jihadistes comme nom de guerre.

20. Blaine Harden, « Middle Eastern Muslims Helping Bosnian Defenders Against Serb Forces », *The Washington Post*, 26 août 1992.

21. Quelques jours après le 11-Septembre, nos autorités se souvinrent qu'elles entretenaient à grand frais un service de renseignement extérieur et on me demanda de compiler les notes les plus intéressantes que nous avions écrites depuis des mois. Ce dossier, qui fut largement diffusé par notre DG, finit inévitablement dans la presse. Cf. Guillaume Dasquié, « Oussama Ben Laden et ses projets d'attaque étaient connus des services français avant le 11 septembre 2001 », *Le Monde*, 16 avril 2007.

1. Mourir pour Kaboul

22. Frank Herbert, *Dune*, Robert Laffont, Paris, 1970.

23. GF-Flammarion, Paris, 1967.

24. Héloïse Kalebka, interview de Gilles Kepel « Le terrorisme islamiste est né en Afghanistan », *L'Histoire*, n° 293, décembre 2004 : www.lhistoire.fr/«-le-terrorisme-islamiste-est-ne-en-afghanistan-».

25. Alain El-Mouchan, « L'arc de crise : entre fantasme géopolitique et "politiquement correct" », *Annuaire français de relations internationales*, Éditions Panthéon-Assas, Paris, 2014, pp. 17-31.

26. Comtesse de Ségur née Rostopchine, *Les Vacances*, Hachette, Paris, 1859.

27. Michael Barry, *Le Royaume de l'insolence – La résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique*, Flammarion, Paris, 1984, p. 216 *sqq.*

28. Michael Barry, *ibid.*

29. Olivier Roy, *Islam and Resistance in Afghanistan*, Cambridge University Press, Cambridge, 1990.

30. Olivier Roy, *op. cit.*

31. « Afghanistan : les exactions commises par le Jamiyat-e-Islami entre 1996 et 2001 dans la province de Kaboul », Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), 8 juillet 2022 : https://ofpra.gouv.fr/sites/default/files/ofpra_flora/2207_afg_exactions_jamiyat_kaboul_156505_web.pdf.

32. Inter-Services Intelligence.

33. Roy Gutman, *How We Missed the Story: Osama bin Laden, the Taliban, and the Hijacking of Afghanistan*, US Institute of Peace Press, Washington D.C., 2008, p. 41.

34. Une rumeur très insistante affirme que Hekmatyar et les siens jetaient de l'acide au visage des étudiantes de l'université de Kaboul dans les années 1970.

35. Daoud Khan et sa famille furent assassinés dès le 28 avril.

36. Michael Barry, *op. cit.*

37. « Les principaux mouvements rebelles musulmans s'uniraient pour combattre le régime révolutionnaire », *Le Monde*, 13 mars 1979.

38. « Les mouvements rebelles musulmans se disent résolus à renverser le gouvernement », *Le Monde*, 14 mars 1979.

39. Olivier Roy, « Afghanistan, la “révolution” par le vide », *Esprit*, n° 41, mai 1980, pp. 78-88.

40. Philippe Sidos, « 1979, l'entrée des Soviétiques en Afghanistan : des hypothèses de planification contrariées », *Stratégique*, n° 113, 14 décembre 2016, pp. 55-84.

41. Charlie Gammell, « Failings of Inclusivity: The Herat uprising of March 1979 », Afghanistan Analysts Network, 15 mars 2015 : www.afghanistan-analysts.org/en/reports/context-culture/failings-of-inclusivity-the-herat-uprising-of-march-1979/.

42. « Des centaines d'opposants auraient été brûlés vifs ou enterrés vivants par l'armée », *Le Monde*, 17 août 1979.

43. Philippe Sidos, *op. cit.*

44. Douglas MacEachin, « Predicting the Soviet Invasion of Afghanistan: The Intelligence Community's Record », Federation of American Scientists, Intelligence Ressource Program : <https://irp.fas.org/cia/product/afghanistan/>.

45. Philippe Sidos, *op. cit.*

46. Jean de La Guérivière, « Les tribus contre Marx III. Le “non-alignement” sans l'indépendance », *Le Monde*, 10 août 1979.

47. Sur la contre-insurrection et les logiques internes de la rébellion afghane, cf. l'article de Gilles Dorronsoro, « La politique de pacification en Afghanistan (1978-1992) », in Gérard Chaliand (dir.), *Stratégies de la guérilla*, Payot, Paris, 1994.

48. « Interagency Intelligence Memorandum Prepared in the Central Intelligence Agency », Office of the Historian, *Foreign Relations of the United States, 1977-1980*, vol. XII, Afghanistan : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v12/d67>.

49. Avigdor Haselorn, « The “External Function” of Soviet Armed Forces », *Naval War College Review*, vol. 33, n° 1, 1980, pp. 35-45.

50. Amonbofis – *Astérix et Obélix: Mission Cléopâtre*, d’Alain Chabat (2002).

51. « La mutinerie de Kaboul souligne la division des chefs militaires », *Le Monde*, 7 août 1979.

52. Thomas M. Cynkin, « Aftermath of the Saur Coup: Insurgency and Counterinsurgency in Afghanistan », *The Fletcher School of Law and Diplomacy*, vol. 6, n° 2, 1982, pp. 269-298.

53. Stuart Auerbach, « Army Mutiny in Afghanistan Presents Soviets With Dilemma », *The Washington Post*, 6 août 1979.

54. Cf. le site du National Museum of American Diplomacy, « “I would rather sacrifice my life”: The Assassination of Ambassador Dubs », 13 février 1979 : <https://diplomacy.state.gov/the-assassination-of-ambassador-dubs/>.

55. Christopher Andrew et Vassili Mitrokhine, *Le KGB à l’assaut du Tiers Monde – Agression, corruption, subversion (1945-1991)*, Fayard, Paris, 2007.

56. Robert M. Gates, *From the Shadows: the Ultimate Insider’s Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*, Simon & Schuster, New York, 1996.

57. Sur cette structure, cf. un document déclassifié en 2009 accessible sur le site de la CIA : www.cia.gov/readingroom/document/cia-rdp05t00644r000100110022-8.

58. Christopher C. Shoemaker, « The National Security Council Staff: Structure and Functions », *The Land Warfare Papers*, n° 3, 1989.

59. « Summary of Conclusions of a Special Coordination Committee Meeting », Office of the Historian, *op. cit.*

60. *Id.*

61. Le porte-parole du Département d’État émit même, le 3 août,

un net avertissement à l'URSS. « Une mise en garde de Washington à Moscou », *Le Monde*, 6 août 1979.

62. Steve Coll, *Ghost Wars: The Secret History of the CIA, Afghanistan and bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, The Penguin Press, New York, 2004.

63. Antoine Beretto – *Ne nous fâchons pas*, de Georges Lautner (1966).

64. John Prados, *La Guerre du Viêt Nam*, Perrin, Paris, 2011.

65. Jonathan C. Randal, « Afghanistan: Moscow's Vietnam? », *The Washington Post*, 10 mai 1979.

66. Jean de La Guérivière, *op. cit.*

67. Philippe Sidos, *La Guerre soviétique en Afghanistan*, Economica, Paris, 2016.

68. *Id.*

69. *Id.*

70. Svetlana Savranskaya, « Afghanistan: Lessons from the Last War – The Soviet Experience in Afghanistan: Russian Documents and Memoirs », *The National Security Archive*, Vol. II, 9 octobre 2001: <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB57/soviet.html>.

71. Taraki fut renversé par l'armée le 14 septembre 1979 et mourut probablement des blessures reçues lors de la fusillade. Sa mort fut annoncée le 9 octobre, mais la radio pakistanaise l'évoqua le 18 septembre. Cf. « Ex-Afghan Leader is reported killed », *The Associated Press*, 18 septembre 1979. Radio Kaboul annonça sa mort le 10 octobre.

72. Douglas MacEachin, *op. cit.*

73. Théo – *Les Tontons flingueurs*, de Georges Lautner (1963).

74. Philippe Sidos, *op. cit.*

75. « Washington s'inquiète de la "dimension nouvelle" du soutien militaire soviétique », *Le Monde*, 25 décembre 1979. L'article parut alors que les troupes russes s'étaient déjà mises en branle.

ILS ONT COLLABORÉ À CE LIVRE :

PIERRE FOURNIAUD
DIRECTION ÉDITORIALE ET COORDINATION

SYLVIE GAUTHIER
CORRECTION

BRUNO RINGEVAL
COMPOSITION

YVAN CARDONA
IMPRESSION

ALICE MARTIN
COMMUNICATION ET COMMERCIAL

ALEXANDRE BLOMME
RELATIONS PRESSE

LES ÉQUIPES DU CDE ET DE LA SODIS
DIFFUSION ET DISTRIBUTION

AGENCE TRAMES
CESSIONS DE DROITS

LES LIBRAIRES
COMMERCIALISATION ET PROMOTION

DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2025
IMPRIMÉ EN FRANCE